EESC info
European Economic and Social Committee
A bridge between Europe and organised civil society

July 2022 | FR



«The Grassroots view» (Le point de vue des citoyens) — Saison 3, épisode 19 — Les pays des Balkans occidentaux aux portes de l'Union européenne

Le processus qui n'a cessé de se prolonger de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux revient au premier plan du programme de l'Union européenne. Cet épisode de «The Grassroots view» se penche sur l'élargissement de l'Union européenne et les Balkans occidentaux, sachant que les États de cette région n'ont pas tous accompli les mêmes avancées sur la voie de l'adhésion à l'Union.

Nos invités débattent du principe d'une intégration progressive et graduelle, des perspectives des Balkans occidentaux de se joindre à la famille européenne au sein de l'Union et des conséquences que pourrait avoir sur les négociations avec les pays de cette région l'intérêt accru que l'Union porte à l'Ukraine.

Ionuţ Sibian, membre du CESE et président de son comité de suivi «Balkans occidentaux», dont le pays, la Roumanie, est entré dans l'Union en 2007, exprime l'avis de la société civile sur la situation qui prévaut actuellement dans cette région.

Jarosław Pietras, ancien haut fonctionnaire de l'Union européenne et du gouvernement polonais, a participé à l'adhésion de la Pologne à l'Union et il fait part de son expérience à la table des négociations en dépeignant les points communs et les différences que présentent le grand élargissement de 2004 et la situation actuelle.

Dafina Peci, secrétaire générale du Congrès national de la jeunesse d'Albanie, exprime les aspirations des jeunes Albanais à un avenir européen pour leur pays.

Camille-Cerise Gessant, journaliste de l'Agence Europe, et **Erisa Zykaj**, correspondante à Bruxelles chargée des affaires européennes pour des médias des Balkans occidentaux, exposent leur point de vue sur la situation de la presse dans cette région et sur l'idée d'une communauté politique européenne. (at)

This page is also available in:

- ES
- BG
- CS
- DA
- EN
- DE
- ET
- EL
- GA
- HR
- IT
- LV
- LT
- HU
- MT
- NL
- PL
- PT
- FI
- RO
- SK
- SL
- SV

Available Languages:

ES | BG | CS | DA | EN | DE | ET | FR | EL | GA | HR | IT | LV | LT | HU | MT
NL | PL | PT | FI | RO | SK | SL | SV

ÉDITORIAL



Donner du pouvoir aux jeunes et ensemble pour l'Ukraine

Alors que j'écris ces lignes, notre boîte de courriel se remplit de candidatures pour l'édition 2022 du prix de la société civile, que nous avons lancée au début du mois de juin. Comme chaque année, nous cherchons les projets les plus créatifs et les plus remarquables d'organisations de la société civile et de particuliers, ceux qui emplissent encore et toujours nos cœurs de fierté du travail extraordinaire qu'accomplit la société civile sur le terrain en Europe.

Toutefois, cette année est spéciale. Aussi avons-nous rompu pour la première fois avec nos habitudes et au lieu d'un seul thème, nous avons choisi d'en donner deux à notre prix, à savoir la jeunesse et l'Ukraine. Cela signifie que nous chercherons deux séries de lauréats, à raison de trois pour chaque thème.

2022 est l'Année européenne de la jeunesse; nous avons donc décidé d'honorer des projets qui donnent du pouvoir aux jeunes. Grâce à notre prix, nous voulons faire valoir l'ardente nécessité de donner aux jeunes la possibilité de devenir des citoyens actifs et de participer de manière constructive aux processus de prise de décisions qui engagent notre avenir mais aussi tout spécialement le leur.

Mais dès que la Russie a lancé son attaque brutale contre l'Ukraine et causé de terribles souffrances humaines, il a commencé à filtrer des nouvelles des efforts que déployaient sans compter les organisations de la société civile et les citoyens en Europe, qui se sont mobilisés du jour au lendemain pour aider des voisins de l'Europe.

Nous avons alors décidé d'ouvrir notre prix à des projets qui aident les civils ukrainiens victimes de la guerre. Nous chercherons des lauréats parmi ceux qui prodiguent une aide humanitaire sur le terrain, ceux qui offrent un abri, ceux qui aident des Ukrainiens à s'intégrer en Europe sur les marchés de l'emploi, dans les systèmes scolaires et la société et tous ceux qui étaient et demeurent sur place au service des personnes confrontées à la brutalité et à l'agression, au moment où elles en ont le plus besoin.

Aussi, si vous menez un projet qui vise à bâtir un avenir meilleur pour les jeunes ou si vous vous efforcez d'aider les Ukrainiens d'une manière ou d'une autre, qu'il s'agisse de réfugiés présents dans l'Union ou de ceux qui sont restés dans leur pays en proie à la guerre, faites-nous parvenir rapidement votre candidature. De plus, si vous connaissez quelqu'un qui accomplit une œuvre remarquable dans l'un ou l'autre de ces domaines, passez le mot! Il convient à présent de se hâter, car le temps presse: la date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31 juillet.

Nous espérons recevoir de nombreux projets créatifs et utiles. Nous aurons ainsi la chance d'honorer tous ceux qui œuvrent à une Europe meilleure pour les jeunes et avec eux, ainsi que tous ceux qui affrontent le mal avec courage, humanité et solidarité.

Cillian Lohan
vice-président du CESE chargé de la communication

À VOS AGENDAS

Le 31 juillet 2022 à 10 heures (heure de Bruxelles)

Prix de la société civile: créer un avenir meilleur pour les jeunes et aider les victimes de la guerre en Ukraine — date limite de dépôt des candidatures

Le 18 juillet 2022, à Bruxelles

Communiquer sur les droits fondamentaux et l'état de droit

Les 21 et 22 septembre 2022, à Bruxelles

Session plénière du CESE



IMAGINEZ L'UKRAINE...

Olga Chaiko, journaliste d'information ukrainienne de Kiev qui couvre la vie sociale et politique et, désormais, les événements de guerre en Ukraine, s'exprime exclusivement pour le CESE info sur la décision du Conseil européen du 23 juin 2022 d'accorder à l'Ukraine le statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE. Regardez également la photo qu'elle a choisie afin d'illustrer pour nous ce moment historique.

«Pour notre pays, le statut de candidat est une grande mais très douloureuse victoire. Nous payons de notre sang nos aspirations démocratiques, mais c'est le seul moyen d'échapper à notre passé post-soviétique et à l'influence de la Russie. Nous devons gagner cette bataille pour que nos nouvelles générations puissent mener une vie heureuse et indépendante».

DROIT AU BUT

Dans notre colonne «Droit au but», les membres du CESE partagent leurs points de vue sur des questions importantes à l'ordre du jour européen. Pour cette édition, nous avons demandé à Maurizio Mensi, membre du

CESE et rapporteur de l'avis sur les *conséquences de la législation européenne sur les semi-conducteurs sur les industries manufacturières de l'aérospatial et de la défense*, adopté par le CESE lors de sa session plénière de juin, de nous expliquer en quelques mots l'importance de cette thématique.

Il nous a expliqué quelles sont ces conséquences pour deux secteurs industriels d'importance stratégique: la défense et l'aérospatial.



MAURIZIO MENSI À PROPOS DU RÈGLEMENT SUR LES SEMI-CONDUCTEURS: NE NÉGLIGEONS PAS LES BESOINS DU SECTEUR DE LA DÉFENSE ET DE L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE

Composantes indispensables de tout produit numérique, les semi-conducteurs sont essentiels pour le secteur de la défense et l'industrie aérospatiale, bien que ces derniers ne représentent qu'environ 1 % du marché mondial des semi-conducteurs.

Les semi-conducteurs dont ils ont besoin doivent être résistants, fiables et capables de stocker des données et des informations en toute sécurité. Si les interruptions que subit la chaîne d'approvisionnement posent en général des défis sur le plan économique, voire sur le plan social, dans ces secteurs stratégiques, les pénuries entraînent également des problèmes de sécurité.

L'Europe dépend d'un petit nombre de fournisseurs étrangers et cette situation a des conséquences délicates. Les États-Unis, la Chine et la Corée du Sud investissent des sommes importantes. Grâce au règlement sur les semi-conducteurs, la Commission européenne a l'intention d'en doubler la production en Europe afin d'atteindre une part mondiale de 20 % d'ici à 2030, pour un investissement total d'environ 43 milliards d'EUR.

Le CESE demande cependant à la Commission d'apporter des précisions quant aux sources de ces financements, car certains d'entre eux semblent provenir d'une redistribution des montants déjà alloués dans le budget à d'autres domaines prioritaires tels que l'espace, l'IA et la cybersécurité, qui ne doivent pas être mis en péril. Il convient en outre de ne pas réduire les crédits du Fonds européen de la défense, compte tenu de la disponibilité déjà limitée des ressources. À la lumière des tensions géopolitiques croissantes, il est essentiel, dans le cadre du règlement sur les semi-conducteurs, de veiller à ce que le secteur de la défense et l'industrie aérospatiale bénéficient d'un soutien financier adéquat.

Nous proposons par ailleurs que ce règlement mette l'accent sur l'innovation et la promeuve, et ce, non seulement en ce qui concerne les petits semi-conducteurs, mais aussi pour les plus grands modèles, encore très largement utilisés dans ces domaines.

La mise en place de procédures de certification est également fondamentale pour ces deux secteurs. Il est par exemple primordial de soutenir l'élaboration de normes militaires et civiles communes dans le cadre de

la stratégie européenne en matière de normalisation.

Un sujet à traiter sans plus tarder est la sécurité juridique dans le domaine des aides d'État, grâce à l'indication, à l'échelon européen, des critères d'autorisation de toute mesure de soutien, et à la rationalisation des procédures administratives au niveau national.

De plus, il s'avère nécessaire de renforcer la coopération avec des pays alliés tels que les États-Unis par l'intermédiaire du Conseil du commerce et des technologies UE - États-Unis. En résumé, l'écosystème mondial des semi-conducteurs dans le domaine de la défense et de l'aérospatial est complexe et fortement interdépendant. Seules l'exploitation des points forts et l'élaboration de stratégies coordonnées permettent d'éviter les doubles emplois et d'accroître l'efficacité de l'ensemble du système.

Maurizio Mensi, membre du CESE

«UNE QUESTION À …»



Une question à …

Dans notre rubrique «Une question à ...», nous demandons aux membres du CESE de répondre à une question sur un sujet brûlant qui figure ou devrait figurer parmi les principales priorités européennes.

Pour l'édition de juillet, nous avons interrogé **José Antonio Moreno Diaz** , membre du CESE et rapporteur de l'avis sur la «*Lutte contre la violence à l'égard des femmes*». Nous lui avons demandé quelles mesures pourrait prendre l'UE pour lutter contre l'épidémie de violence à l'égard des femmes et des filles, qu'il décrit comme une forme de terrorisme faisant des milliers de victimes chaque année.



José Antonio Moreno Díaz: la violence à l'égard des femmes est une question relative aux droits humains

Sur les quelque 500 millions de personnes vivant dans l'UE, la moitié environ sont des femmes. Et selon une étude réalisée en 2014 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, environ un tiers d'entre elles ont subi des violences à un moment donné de leur vie simplement parce qu'elles sont des femmes.

Ce dont nous parlons ici est une véritable **épidémie de violence à l'égard des femmes**: violence dans leurs relations, dans leur famille, au travail, dans la rue, etc. Il s'agit d'une forme de terrorisme contre les femmes, qui est responsable de milliers de victimes chaque année, à savoir des femmes assassinées, blessées, subissant de mauvais traitements, humiliées, violées, agressées, offensées, insultées, menacées, et pire encore.

La violence à l'égard des femmes constitue donc une question de droits humains: il s'agit d'une violation des droits humains pour le seul motif d'être une femme: violation du droit à l'intégrité physique et psychologique, à la sécurité, à la non-discrimination, au respect de la vie privée, etc.

Il est donc de la responsabilité des États membres et des institutions de l'UE de protéger les droits humains des femmes. La proposition de directive qui a été avancée par la Commission le 8 mars, date de la Journée internationale des droits des femmes, constitue un premier jalon, indispensable, à cet égard.

Le CESE se félicite de l'innovation réglementaire que représente une directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes qui adopte une approche intersectionnelle, que la société appelle largement de ses vœux.

En outre, compte tenu de la portée et de la diffusion des multiples formes de violence dont sont victimes les femmes, il est nécessaire que les politiques visant à contrer ce phénomène ne prennent pas la forme d'actions neutres, mais soient élaborées dans une perspective claire et univoque **en matière d'égalité entre les hommes et les femmes**, de manière à ce que leur nécessité et leur efficacité soient plus aisément appréhendées.

Il est indispensable de lancer au niveau de l'UE un débat sur les violences faites aux femmes, d'élaborer des mécanismes pour définir les comportements passibles de poursuites, comme la violence, ainsi que leurs circonstances aggravantes, et de mettre en place des sanctions. Mais il s'impose également de mettre en place des procédures pour protéger les victimes et leur garantir un accès sûr et sécurisé au procédures judiciaires, ainsi que de prévoir des mécanismes de soutien et d'intégration pour les victimes.

Le CESE est d'avis que dans le cadre du dialogue social et de la négociation collective, il conviendrait de prévoir des mesures concrètes afin de garantir que les victimes de violences à l'égard des femmes puissent conserver leur emploi et, si elles en sont dépourvues, bénéficier d'actions d'insertion professionnelle.

Dans le même temps, il est bien connu que les problèmes sociaux ne peuvent se résoudre uniquement devant les tribunaux, que des sanctions ne peuvent être la seule solution et qu'il conviendrait donc de mettre en place des politiques pluridisciplinaires d'éducation et de sensibilisation: l'éducation et la culture devraient être utilisées comme vecteurs pour éviter l'émergence d'agresseurs, en fournissant une éducation dans des conditions d'égalité et qui soit respectueuse de la diversité.

Eu égard à l'influence que l'enseignement exerce en ce qui concerne la formation de rôles et de stéréotypes liés au genre, la fonction préventive qu'il joue, notamment au moyen d'une éducation complète à la sexualité, devrait être envisagée à toutes les étapes du parcours formatif, et il conviendrait que la coopération institutionnelle prévoie explicitement une participation à la démarche de la communauté pédagogique, des organisations de la société civile, dont, en particulier, les associations féministes, des partenaires sociaux et des communautés concernées.

Enfin, le CESE constate avec une profonde inquiétude que l'extrême droite s'est fixé pour objectif de s'opposer aux propositions relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes, notamment en niant systématiquement l'existence de la violence structurelle dont les femmes sont victimes, c'est-à-dire celle qu'elles subissent du seul fait d'être femmes. Cette négation a pour effet non seulement de miner leur coexistence en toute égalité avec les hommes, mais porte également atteinte aux valeurs et principes consacrés à l'article 2 du traité sur l'Union européenne.

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invité surprise

Dans notre rubrique «Invité surprise», nous présentons des personnes dont le travail inspire les autres et dont la détermination et l'engagement envers ce qu'elles font suscitent le respect.

Dans cette édition du CESE info, notre invitée, **Olga Chaiko**, journaliste ukrainienne originaire de Kiev, raconte son travail en tant durant la guerre et décrit les difficultés auxquelles elle est confrontée, tout comme d'autres journalistes ukrainiens. Elle explique comment ils ont adapté leurs méthodes de travail au contexte dangereux qu'ils subissent, comment ils servent leur pays et luttent contre les fausses informations et la propagande.



Olga Chaiko: une lutte de longue haleine nous attend

Un jour, on se réveille et on trouve son pays en guerre.

Le monde s'écroule; on tente encore de faire entendre raison aux proches qui vivent en Russie, mais la propagande et la peur semblent avoir affecté leur capacité à mener une réflexion logique. On réalise que la vie des tous les Ukrainiens est bouleversée, y compris la vie des journalistes car nous nous considérons à présent, du moins dans une certaine mesure, comme des soldats.

Tout a commencé il y a huit ans, lors de la première invasion de l'Ukraine par la Russie. Entre 2014 et 2018, l'ensemble du pays, tout comme la presse, ont connu une période difficile. Le Kremlin avait recours à la propagande pour justifier ses actes de diverses manières; il traitait les Ukrainiens de nazis et s'efforçait de convaincre les Russes que les peuples du Donbass et de Crimée avaient besoin de leur protection.

Néanmoins, la situation s'est ensuite quelque peu stabilisée. À la suite de la révolution de la dignité (2013-2014), les journalistes ont bénéficié de la liberté d'expression. Il est devenu beaucoup plus facile d'organiser des entretiens, les responsables politiques ont cessé de fuir la presse, et les médias n'auraient, par exemple, jamais imaginé que le fait de filmer le plan général d'un lieu — qu'il s'agisse d'une voie ferrée ou d'une station de métro, voire d'un pont — pourrait mettre le pays en danger.

Cependant, depuis le mois de décembre 2021, la société ukrainienne s'attendait à une invasion totale par la Russie. Plusieurs signes l'ont annoncée: le discours et la propagande de la Russie sont devenus plus virulents, les ambassades étrangères à Kiev et à Lviv ont été évacuées et les ressortissants étrangers ont été fortement encouragés à quitter l'Ukraine dès que possible. Le président et le gouvernement ukrainiens ont répondu de manière évasive aux questions concernant l'éventualité d'une guerre, de sorte que tout ce que nous pouvions faire était de tenter deviner quand le conflit éclatera pleinement.

Après le discours adressé par Poutine à la Russie le 22 février, les nombreux avertissements de Joe Biden aux Américains et aux Ukrainiens, puis l'arrivée de l'aide militaire, il était clair que les hostilités pouvaient être lancées du jour au lendemain. Pourtant, lorsqu'elles ont débuté, le 24 février, nous avons été déçus. Tandis que nous entendions des explosions partout dans le pays et que la population commençait à fuir Kiev ainsi que d'autres villes et villages, nous avons réalisé que la guerre est une tragédie à laquelle on ne peut jamais être pleinement préparé. Le premier jour, les médias ont essayé de tout filmer, pensant que la guerre prendrait fin rapidement, mais certains en doutaient, devinant que nous étions engagés dans un long marathon.

La presse ukrainienne a de l'expérience dans la couverture des opérations de lutte contre le terrorisme. Un solide réseau de correspondants a été formé en travaillant sur le front du Donbass. Fin 2016, le ministère de la défense a organisé une formation pour les journalistes souhaitant être accrédités pour accéder à la zone de guerre; ils ont reçu des informations sur nos forces militaires et un enseignement portant sur les principes de la médecine tactique. Les reporters devaient respecter des règles strictes, par exemple porter des équipements de protection tels que des gilets pare-balles et des casques, et savoir ce qu'il convenait de faire en cas de fusillade. Ils devaient se coordonner avec les attachés de presse du ministère de la défense et les informer quotidiennement de leur itinéraire en première ligne. Il ne fallait pas qu'ils révèlent les positions de nos forces armées. Certains combattants demandaient que leurs visages ou tatouages soient brouillés sur la vidéo afin de ne pas être identifiés par l'ennemi. Le nombre de décès dans l'armée ne devait

provenir que de sources officielles fiables. Nous sommes devenus plus prudents lorsque nous interrogions les habitants locaux, car de nombreuses personnes dans les villes et les villages situés en première ligne avaient des proches qui se trouvaient dans des zones occupées et craignaient des représailles de la part de la quasi république populaire de Donetsk et de la république populaire de Lougansk.

Depuis le 24 février 2022, ces règles ont été adoptées par l'ensemble des journalistes ukrainiens. Nous devons prendre des précautions supplémentaires afin de protéger ceux qui nous font part de ce qu'ils ont vécu. Les habitants des territoires libérés sont souvent en pleurs ou nous racontent des histoires qu'ils n'auraient jamais partagées dans leur vie d'avant la guerre. Nous devons donc savoir comment parler aux gens de manière prudente afin de ne pas aggraver leur état de stress.

Avant de publier quoi que ce soit, nous devons y réfléchir non pas à deux reprises, mais trois, quatre, parfois même dix fois, sans pour autant tomber dans la paranoïa ou dans l'autocensure. Il nous faut garder à l'esprit que plusieurs révolutions ukrainiennes ont été nécessaires pour nous garantir la liberté d'expression et nous ne devons jamais la perdre.

Toutefois, la liberté d'expression devrait toujours aller de pair avec la plus grande responsabilité. En voici un exemple. Au cours des premiers jours durant lesquels la Russie a bombardé l'Ukraine sans interruption, nous étions fortement tentés de montrer la tragédie et la douleur des gens sans filtre, en diffusant quasiment les images en temps réel, au cours des traditionnelles émissions en direct que notre public attendait. Comme il nous a été pénible d'apprendre que l'ennemi pouvait utiliser nos séquences pour adapter sa ligne de feu! Nous attendons désormais plusieurs heures avant de diffuser des reportages depuis les zones touchées. Par ailleurs, nous nous interdisons de filmer les mouvements des équipements militaires et des soldats aux postes de contrôle.

Les sujets que nous couvrons ont radicalement changé. La guerre et ses conséquences sont présentes dans chaque récit. Nos reportages traitent de l'évacuation, de la destruction et des logements provisoires qui remplacent les maisons plus cossues et ordinaires que la Russie a laissées en ruines. Nous parlons des combattants, des héros qui ont soutenu notre armée et leurs voisins malgré l'occupation; nous aidons à collecter des fonds pour nos forces armées et pour la médecine tactique. Nous sommes devenus des experts en processus de déminage, mais la plupart du temps, nous ne nous souvenons pas quel jour de la semaine ou du mois nous sommes. Une lutte de longue haleine nous attend.

Notre travail est désormais une source de stress permanent; notre force physique et mentale est mise à l'épreuve. Nos chaînes de télévision (ICTV et STB) ont mis en place un studio dans un abri pour diffuser sans interruption durant six heures grâce à notre créneau dans l'initiative télévisuelle «United News Marathon» mise en place par le ministère de la culture et de l'information, qui rassemble six chaînes de télévision (tant publiques que privées) afin de garantir une diffusion de jour comme de nuit en temps de guerre.

Depuis plus de huit ans, l'Ukraine s'efforce de lutter contre les fausses informations. Nous, les journalistes, pouvons facilement identifier les contributions russes car après tant d'années, nous avons acquis d'excellentes compétences pour comprendre la propagande de ce pays. Nous vérifions la plupart des éléments d'information à l'aide de sources fiables, dont les responsables émanent principalement de la société civile ukrainienne. Nous nous entretenons également avec des experts dans de nombreux domaines de la vie ukrainienne. Nous vérifions à deux reprises les reportages d'actualité grâce à des sites internet officiels, des pages sur les médias sociaux et, bien entendu, avec les personnes que nous évoquons.

Les chaînes russes ou pro-russes ne sont pas diffusées dans notre pays. Leurs sites web ne peuvent être consultés qu'au moyen d'une connexion VPN (à l'exception des sites officiels). Nous pouvons encore suivre les chaînes russes de Telegram — il est facile d'y accéder et, bien entendu, elles ont, dans une certaine mesure, une incidence sur la population ukrainienne, mais notre gouvernement et le Conseil de la sécurité nationale et de la défense ont déployé de nombreux efforts pour adresser des informations véridiques aux

téléspectateurs et aux lecteurs.

Le «United News Marathon» est diffusé sur plus d'une dizaine de chaînes et on peut y accéder sur son smartphone via l'application DIYA. L'État émet des alertes par le biais de divers canaux et médias sociaux, même si la situation est très problématique dans les territoires occupés, qui sont coupés de nos connexions internet et mobiles.

Il existe un autre problème commun à tous les États qui ont fait partie de l'Union soviétique. Les gens se méfient des informations diffusées à la télévision. Ils se souviennent que la presse a été censurée à l'époque soviétique et affirment souvent qu'elle est manipulée. Il en ressort une conséquence positive, puisque les gens s'efforcent de rechercher et de comparer des informations provenant de différentes sources pour se forger leur propre opinion. Nous comprenons que nos voisins, les peuples russe et biélorusse, ont accordé une trop grande confiance aux informations officielles et ont perdu la capacité de penser de manière critique. Voilà pourquoi la démocratie et la liberté de pensée sont l'une des grandes forces des spectateurs, des lecteurs et des journalistes ukrainiens.

Olga Chaiko, journaliste ukrainienne pour le magazine d'information «Fakty», ICTV, SLM News

NOUVELLES DU CESE



Le CESE lance l'édition 2022 de son prix de la société civile, qui s'articule autour de deux thèmes: la jeunesse et l'Ukraine

Créer un avenir meilleur pour les jeunes et aider les victimes de la guerre en Ukraine sont les deux thèmes sur lesquels porte cette année le prix de la société civile du CESE.

Le Comité économique et social européen (CESE) accepte dès à présent les candidatures pour l'édition 2022 de son prix de la société civile, qui récompensera des initiatives et des projets innovants et créatifs dans deux catégories: l'autonomisation des jeunes et l'aide aux civils ukrainiens touchés par la guerre dramatique qui déchire leur pays.

Un montant total de **60 000 EUR** sera attribué à un maximum de six lauréats, trois dans chaque catégorie.

La catégorie 1 a pour thème **«Donner aux jeunes les moyens d'agir»**. Le CESE choisira les lauréats parmi les projets visant à créer un avenir meilleur pour les jeunes et avec les jeunes en Europe. Ces projets devraient répondre aux besoins spécifiques des jeunes Européens et contribuer à leur autonomisation et à leur participation à la vie économique et sociale.

La catégorie 2 a pour thème **«La société civile européenne avec l'Ukraine»**. Grâce à ce prix, le CESE rendra hommage à tous ceux qui sont actifs sur le terrain, qui apportent au quotidien une aide humanitaire aux Ukrainiens et aident les réfugiés tant à leur arrivée qu'au cours de leur intégration dans la société européenne.

Le prix est ouvert à toutes les organisations de la société civile, personnes physiques et entreprises privées menant à bien des initiatives d'utilité publique. Toutes les initiatives et tous les projets doivent avoir été mis en œuvre dans l'UE, à l'exception des projets de la catégorie 2, qui peuvent également être réalisés en Ukraine.

Date limite de dépôt des candidatures: 31 juillet 2022 à 10 heures (heure de Bruxelles).

Cérémonie de remise des prix: 14 et 15 décembre 2022, à Bruxelles.

La **liste complète des conditions de participation** et le **formulaire de candidature en ligne** sont disponibles sur notre page web.

L'objectif du prix de la société civile, une initiative phare du CESE, est de sensibiliser le public à la contribution exceptionnelle que la société civile peut apporter à la création d'une identité et d'une citoyenneté européennes ainsi qu'à la promotion des valeurs communes sur lesquelles se fonde l'intégration européenne. (ll)



Le CESE exprime son soutien inconditionnel à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne

À peine une semaine avant le sommet du Conseil de l'UE, le CESE a adopté une résolution où il soutient fermement l'octroi inconditionnel à l'Ukraine du statut de candidat à l'adhésion à l'UE et engage la société civile européenne à travailler main dans la main avec les Ukrainiens pour que la reconstruction soit aussi une chance de progrès.

Lors de sa session plénière de juin, le CESE a adopté une deuxième résolution sur l'Ukraine. Intitulée **«Ukraine — de l'aide à la reconstruction — propositions de la société civile européenne»**, cette résolution affirme que le pays doit pouvoir devenir membre de l'Union, dès lors qu'il répondra à toutes les conditions d'adhésion. La résolution indique clairement que la candidature de l'Ukraine ne devrait pas se faire au détriment du processus d'adhésion en cours des Balkans occidentaux.

En ce qui concerne la reconstruction du pays, la résolution souligne la nécessité impérieuse d'une aide financière européenne et internationale pour empêcher l'effondrement total de l'économie ukrainienne.

Christa Schweng, présidente du CESE, a déclaré: *«Notre résolution envoie un message clair à la Commission et au Conseil pour qu'ils accordent à l'Ukraine le statut de candidat. L'Ukraine le mérite, et sa population doit avoir des perspectives européennes claires.»*

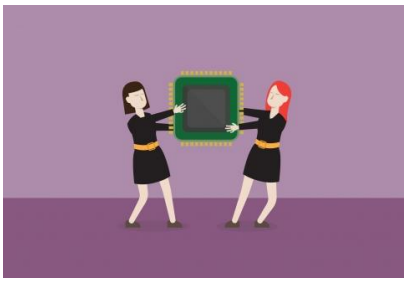
Oliver Röpke, président du groupe des travailleurs, a expliqué que *«nous travaillerons de concert avec l'Ukraine afin qu'elle prenne progressivement des mesures pour se conformer aux normes requises par les traités européens pour rejoindre l'Union»*.

Stefano Mallia, président du groupe des employeurs, a commenté: *«Nous demandons aux institutions européennes de fournir aux PME ukrainiennes un financement d'urgence qui devra prioritairement contribuer à assurer leur survie, puis dans un second temps, les aider à se développer.»*

Séamus Boland, président du groupe des organisations de la société civile, a fait savoir que *«les acteurs de la société civile doivent être au cœur de la planification, de la mise en œuvre et du suivi de l'aide humanitaire européenne et nationale apportée à l'Ukraine, non seulement pendant la guerre, mais aussi quand viendra la reconstruction du pays».*

Marta Barandiy, présidente de l'ONG «Promote Ukraine», a lancé un appel vibrant: *«Nous avons besoin de votre aide pour reconstruire le pays»*, puis dans un discours empreint d'émotion, **Mariya Korolchuk**, représentante des ONG CORE et Funky Citizens, a assuré que le peuple ukrainien était déterminé à gagner la guerre et à reconstruire son pays.

Lors de son intervention, **Vsevolod Chentsov**, chef de la mission de l'Ukraine auprès de l'Union européenne, a remercié les États membres de l'Union pour leur solidarité et il a affirmé avec force que le statut de candidat à l'adhésion représentait un *«moment existentiel pour nous»*. (at)



Action européenne sur les semi-conducteurs: le principe «du laboratoire à la fabrication» ne suffira pas pour parvenir à la résilience

Dans un nouvel ensemble d'avis, le CESE fait valoir qu'il convient de renforcer l'ensemble de la chaîne de valeur des semi-conducteurs, y compris les étapes finales de la production, où la COVID-19 a également mis en évidence des lacunes critiques.

Lors de sa session plénière de juin, le CESE a adopté un ensemble d'avis sur l'initiative «Action européenne sur les semi-conducteurs». Rappelant que les propositions de la Commission constituent une très bonne initiative globale pour remédier aux pénuries constatées pendant la pandémie de COVID-19, le CESE a néanmoins souligné que la Commission devrait aller plus loin dans certains domaines spécifiques.

Il estime en premier lieu que pour parvenir à la résilience stratégique, l'industrie européenne doit prendre en considération la totalité du secteur des semi-conducteurs: le principe «du laboratoire à la fabrication» ne va pas assez loin car la chaîne de valeur ne s'arrête pas à la fabrication», a déclaré Heiko Williams, rapporteur de l'avis sur l'Action européenne sur les semi-conducteurs.

Le CESE souligne que les étapes finales de la production - emballage, essais et assemblage - ne sont pas véritablement couverts. «La production européenne est parfois expédiée vers l'Asie du Sud-Est pour

emballage, puis réexpédiée vers l'Europe: ce n'est pas la bonne approche pour parvenir à l'autonomie stratégique, compte tenu des dangers auxquels nous avons été confrontés ces dernières années», a déclaré **Dirk Bergrath**, rapporteur de l'avis du CESE intitulé «Écosystème européen des semi-conducteurs».

Dans le même temps, il est important que l'Europe demeure ouverte, le secteur des semi-conducteurs étant l'une des chaînes de valeur les plus mondialisées. La mise en place d'une chaîne de valeur fermée n'aurait aucun sens sur le plan économique. Le CESE estime qu'il convient de trouver un juste équilibre entre le renforcement des capacités de l'Europe et le renforcement des partenariats avec des pays qui partagent les mêmes valeurs.

Pour atténuer la pénurie de semi-conducteurs, l'Union européenne doit relever plusieurs défis: accès aux matières premières, installations de R&D, propriété intellectuelle, savoir-faire technologique; elle doit également disposer d'une main-d'œuvre disponible et qualifiée. Cela nécessite un investissement et un soutien importants de la part du secteur public. La Commission a prévu de lever 43 milliards d'EUR dans les années à venir. Toutefois, une grande partie de ce budget ayant déjà été affectée à d'autres programmes tels qu'Horizon Europe et le programme pour une Europe numérique, il ne pourra s'agir que d'une réaffectation.

«Où est l'argent frais pour l'industrie?» s'interroge **Stoyan Tchoukanov**, rapporteur de l'avis du CESE sur l'entreprise commune «Semi-conducteurs». «A titre de comparaison, les États-Unis investissent 52 milliards d'USD pour la période comprise entre 2021 et 2026 et la Chine cherche à mobiliser 150 milliards d'USD d'ici à 2025. Même un pays de taille moyenne comme la Corée prévoit d'investir 450 milliards d'USD d'ici 2030.»

L'Union européenne devra trouver des fonds publics supplémentaires et le CESE invite la Commission à étoffer ses plans d'investissements. Il conviendra également de stimuler l'investissement privé afin de lever 43 milliards d'EUR.

La Commission ouvre la porte aux aides d'État jusqu'à concurrence de 100 % du déficit de financement pour les installations de premier type, c'est-à-dire celles qui n'existent pas encore en Europe, afin de soutenir les segments technologiques qui sont particulièrement vulnérables en raison de préoccupations géopolitiques ou de leur importance stratégique.

Les trois rapporteurs s'accordent sur le fait que «si l'Europe présente de grandes dépendances et si elle manque de capacités dans les domaines où elle se doit d'être forte, les projets devront également être financés par des fonds publics, mais 100 % d'aides d'État déclenchent la sonnette d'alarme car il est alors possible de présenter un projet qui ne soit pas vraiment durable». La viabilité économique de ces facilités doit être garantie, du moins à moyen terme, sans course aux subventions, sans surcapacités et sans distorsion du marché.



L’instrumentalisation des migrants et la crise des réfugiés ukrainiens imposent un nouveau départ à la politique migratoire

L’instrumentalisation étatique des migrants, qui vise à déstabiliser l’Union européenne, et l’afflux sans précédent de réfugiés dû à la guerre en Ukraine rendent nécessaire une révision de la politique migratoire européenne. Le CESE insiste sur le fait que la solidarité et le partage des charges entre les États membres sont indispensables pour apporter une réponse commune aux différentes crises des réfugiés. Dans le même temps, il souligne la nécessité de garantir aux migrants la sécurité et le respect des droits de l’homme.

Dans l’avis du CESE sur l’**instrumentalisation des migrants**, adopté lors de la session plénière du mois de juin, les membres ont souligné que la réaction de l’UE à cette tactique devait s’appuyer sur une politique migratoire commune, partagée et cohérente.

La future réglementation spécifique tant attendue dans ce domaine devrait prévoir une forme de partage solidaire des responsabilités entre les États membres.

À l’heure actuelle, en particulier, la guerre en Ukraine et l’afflux massif de réfugiés font clairement apparaître qu’aucun État membre n’échappe aux conséquences des migrations. Dès lors, le nouveau pacte sur la migration et l’asile devrait être remanié pour initier le changement systémique nécessaire à l’élaboration d’une politique en matière d’asile et de migration qui soit rationnelle et fondée sur les droits.

Comme l’a fait valoir **Stefano Palmieri**, rapporteur de l’avis du CESE, «il est à présent nécessaire de continuer à œuvrer à la consolidation de la réputation de l’Europe en tant que lieu capable de fournir une aide humanitaire et de garantir le respect des droits de l’homme».

En ce qui concerne les «menaces hybrides» déployées par des pays tiers pour mettre à l’épreuve l’unité de l’Union, **Pietro Vittorio Barbieri**, corapporteur de l’avis du CESE, a souligné que les êtres humains ne représentaient pas une menace, mais qu’ils étaient plutôt les victimes de telles tactiques.

Les migrants concernés sont très vulnérables et ils ont besoin de protection, a fait observer le CESE, insistant sur le fait que l’aide humanitaire devait satisfaire aux normes requises par le droit de l’UE et respecter les pratiques établies en matière d’aide aux personnes vulnérables. Le Comité préconise une reconnaissance équitable, intégrale et immédiate des droits des migrants instrumentalisés, afin d’écarter les zones d’ombre où prévaut l’incertitude administrative. (at)



Conférence sur l’avenir de l’Europe: un suivi est désormais essentiel

Les efforts collectifs déployés par les organisations de la société civile au cours de l’année écoulée ont porté leurs fruits et la conférence sur l’avenir de l’Europe est parvenue à produire des résultats significatifs sur des questions qui préoccupent les Européens: c’est par ce message que Christa Schweng, présidente du CESE, a souhaité la bienvenue à Dubravka Šuica, vice-présidente de la Commission européenne chargée de la démocratie et de la démographie, à la session plénière du Comité du 15 juin 2022.

«Quarante-neuf propositions ont été adoptées sur la base des recommandations des citoyens et des contributions de toutes les parties prenantes. Elles comportent de nombreux objectifs tournés vers l’avenir, tels que l’attribution explicite au CESE du rôle de garant et de facilitateur des activités de démocratie participative», a déclaré **M^{me} Schweng**.

Le défi est désormais double, a-t-elle ajouté: il s’agira de trouver la meilleure façon de soutenir un dialogue structuré avec les organisations de la société civile et d’assurer le suivi de la conférence, en fournissant un retour d’information complet, simple et transparent, sous la forme d’un tableau de bord en ligne et d’un examen public.

M^{me} Šuica a souligné que «le Comité est un élément essentiel de l’écosystème démocratique. Il renforce la confiance et réduit l’écart entre les citoyens et les institutions. Il est aujourd’hui indispensable que nous fournissions aux Européens un retour d’information sur cet exercice démocratique unique. La Commission sera toujours du côté des acteurs qui veulent réformer l’Union européenne pour en améliorer le fonctionnement. La modification des traités ne devrait toutefois pas être une fin en soi. Beaucoup d’actions peuvent et devront être entreprises dans le cadre de ceux qui sont en vigueur.»

Annonçant la conférence de suivi qui aura lieu à l’automne 2022, M^{me} Šuica a fait valoir que «cette manifestation légitimera l’ensemble du processus, car la démocratie est précieuse et ne doit jamais être tenue pour acquise, comme nous le rappellent les événements tragiques en Ukraine. Nous devons nous efforcer de continuer à renforcer notre démocratie, que nous sommes en train d’adapter à l’avenir.» (mp)


Professor Andrea Renda, CEPS

Le CESE évalue la «troisième voie» de l’Europe vers la numérisation

Avec la déclaration sur les droits et principes numériques et la loi sur les données, l’UE franchit deux étapes supplémentaires vers la création d’un espace numérique centré sur les citoyens, comme le CESE l’a souligné dans un débat lors de sa session plénière de juin.

Le 15 juin, lors de sa session plénière, le CESE a organisé un débat sur **les droits et principes numériques** en présence d'**Andrea Renda**, professeur et chargé de recherche principal, chef de l'unité «Gouvernance mondiale, réglementation, innovation et économie numérique» au CEPS. Ces discussions se tenaient dans le cadre de l'adoption des avis du CESE relatifs au projet de déclaration européenne sur les droits et principes numériques et à la loi sur les données.

M. **Renda** a exprimé son soutien tant à la déclaration qu'à la loi sur les données, en y voyant l'emboîtement de deux pièces du puzzle que constitue le système réglementaire de l'UE, qui offre une solution de substitution à la fois au système américain, dominé par une gouvernance privée aux mains de très grandes entreprises, et au système chinois, contrôlé par l'État et où les données acquises par les géants de la technologie sont devenues un outil de surveillance de masse par les pouvoirs publics.

«Nous avons ces conceptions de la sûreté et de la sécurité qui exigent non seulement davantage de responsabilité de la part des particuliers et des entreprises privées, mais requièrent aussi des gouvernements plus avisés et plus puissants, équipés des outils nécessaires pour différencier ce qui est sûr et sécurisé de ce qui risque d'évoluer vers quelque chose qui ne l'est pas», a-t-il déclaré. «Dans ce domaine, nous abordons la question de la durabilité, non seulement environnementale, mais aussi, de plus en plus, économique et sociale, sachant que le modèle que nous avons connu jusqu'à présent n'est pas viable sur le plan économique et social.»

«L'engagement de l'UE en faveur des droits et principes numériques est tout à fait opportun pour remédier à la fracture numérique qui persiste, notamment en matière d'accès des populations vieillissantes et rurales aux services publics et privés en ligne», a déclaré **Philip von Brockdorff**, rapporteur de l'avis du CESE relatif au projet de déclaration.

Il a souligné que la déclaration devait œuvrer en faveur du développement durable, non seulement dans le domaine environnemental, mais aussi sur le plan de la durabilité sociale, en réduisant au minimum les effets néfastes des technologies numériques et en optimisant leurs retombées positives pour l'économie et la société.

Présentant l'avis du CESE sur la loi sur les données, le rapporteur **Marinel Dănuț Muresan** a insisté sur la nécessité de répondre aux préoccupations légitimes de la société civile: «La sécurité des citoyens européens est très importante. Chaque partie prenante doit y avoir droit. Nous devons mettre en place des centres de données qui respectent les règles en matière de cybersécurité, veiller à ce que toute personne qui traite des données bénéficie d'une formation professionnelle continue et garantir un accès équitable à toutes les parties prenantes, et en particulier aux PME.» (dm)



Left to right: Stefano Palmieri, Javier Doz Orrit, Brikena Xhomaqi, Luca Jahier, Gonçalo Lobo Xavier, Dragoș Pîslaru

Semestre européen: le CESE demande sa réforme pour que la société civile organisée en soit réellement partie prenante

Lors de sa conférence annuelle de juin, le groupe «Semestre européen» (GSE) a réclamé à nouveau de faire en sorte que la société civile participe et il a préconisé de créer un dispositif permanent et commun de financement des investissements, afin d'améliorer la préparation et les capacités de réaction face aux crises.

Cette conférence s'inscrit dans la suite de la récente résolution du Comité et débattait de la réforme du Semestre européen, lequel supervisera la mise en œuvre des plans nationaux pour la reprise et la résilience. «Eu égard aux défis inédits qu'affronte l'Union européenne, il s'impose de mettre à jour le Semestre européen, de le renforcer et de l'ouvrir à la société civile organisée européenne», a expliqué **Gonçalo Lobo Xavier**, vice-président du groupe «Semestre européen».

Christa Schweng, présidente du CESE, a ouvert la conférence et réaffirmé que «la société civile joue un rôle essentiel pour l'Europe de demain», tandis qu'**Elisa Ferreira**, commissaire à la cohésion et aux réformes, déclarait: «Quand nous envisageons les crises de demain, notre réflexion ne doit pas se focaliser autour d'un seul et unique instrument majeur; au contraire, il nous faut nous mettre en quête d'outillages de toutes sortes, et nous soucier d'avoir à notre disposition un coffre à outils bien garni. C'est d'une diversification que nous avons besoin.»

Ces prochaines années, il sera nécessaire que l'Union européenne bénéficie d'investissements massifs. Les intervenants se sont demandé s'il y a lieu de donner aux plans pour la reprise un caractère structurel et permanent, afin que nous puissions investir en commun dans des domaines essentiels. «L'indépendance énergétique est un impératif pour l'Europe», a déclaré **Javier Doz Orrit**, président du groupe «Semestre européen», tandis que **Stefano Palmieri**, président de la section «Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale» (ECO), a insisté sur la nécessité de «soumettre le système à une transformation structurelle».

En clôture des travaux de la conférence, **Luca Jahier**, vice-président du groupe «Semestre européen», a fait valoir toute l'importance que revêtent la facilité et les plans nationaux pour la reprise et la résilience. «Grâce à ces outils, nous avons accompli depuis deux ans davantage de progrès que durant ces vingt dernières années», a-t-il affirmé. «À présent, il nous faut garantir la participation de la société civile, investir davantage et accélérer la transition.» (tk)


Pietro Francesco De Lotto and Christa Schweng

Les secteurs clés de l'industrie européenne exhortent le CESE à accroître au maximum son rôle dans l'élaboration des politiques

Au cours d'une manifestation célébrant les 20 ans de travaux consultatifs du CESE en matière de mutations

industrielles, les principaux secteurs industriels de l'Union ont plaidé en faveur d'une réponse fondée davantage sur les données et plus résolument tournée vers l'avenir, face aux bouleversements engendrés par la crise de la COVID-19, l'agression russe, la crise climatique et les transformations industrielles et sociales.

Le 8 juin, le CESE a célébré le 20e anniversaire de sa commission consultative des mutations industrielles (CCMI). À cette occasion, des représentants des secteurs de l'exploitation minière, de l'énergie, de la défense et de l'aérospatiale ont souligné que, dans un monde en profonde mutation, la stratégie de l'Union se devait de refléter fidèlement tant les impératifs industriels que le contexte social.

Christa Schweng, présidente du CESE, a ouvert la manifestation en soulignant la détermination du Comité à «collaborer avec la société civile organisée, les institutions européennes et toutes les parties prenantes concernées pour trouver des solutions communes aux enjeux auxquels nos industries sont confrontées».

Thierry Breton, commissaire au marché intérieur, a salué la manière dont «le CESE continue de jouer un rôle de premier plan dans les questions de politique industrielle». Il a signalé aux participants à la manifestation qu'il était urgent que l'Europe parvienne à prendre en main son destin industriel, face aux risques liés au changement climatique, à la pandémie et à la guerre qui se déroule aux portes de l'Union.

Pietro Francesco De Lotto, président de la CCMI, a mis en avant le rôle que joue la commission en posant de nouvelles questions, en anticipant de nouveaux champs d'analyse et en apportant une expertise nouvelle aux discussions, pour garantir que les points de vue de toutes les parties prenantes soient pris en compte. «La commission consultative des mutations industrielles sert de modèle pour repenser l'avenir du dialogue social dans les institutions européennes», a-t-il affirmé.

Monika Sitárová, vice-présidente de la CCMI, s'est exprimée en ces termes: «Nos rapports fournissent une base factuelle pour élaborer nos avis et nos recommandations. Nous nous appuyons sur notre expérience du dialogue social afin de faire face aux mutations industrielles et à leurs répercussions sociales, d'anticiper les changements et de concourir à des solutions socialement acceptables.» (ks)


Christa Schweng and Ann Hardt

Pour les dix ans de l'ICE, le CESE cherche à en renforcer l'impact

À l'occasion de la Journée de l'initiative citoyenne européenne (ICE) 2022, organisée par le CESE le 2 juin, les orateurs et les militants ont souligné qu'une ICE plus efficace serait également plus populaire.

Le CESE a célébré une décennie d'ICE en organisant une manifestation afin de faire le point sur les réalisations et les défis à relever et de se pencher sur les perspectives d'avenir. Les intervenants et les militants ont dressé un tableau contrasté, composé de réussites remarquables mais aussi de lacunes et de faiblesses, notamment sur le plan de l'**impact**, de l'**accessibilité** et de la **visibilité**.

«Nous célébrons le 10e anniversaire de cet outil participatif transnational encore sans équivalent», a déclaré **Christa Schweng**, présidente du CESE, en ouvrant la manifestation. «Dix ans, c'est une longue période, au cours de laquelle nous avons assurément acquis une certaine expérience. Mais une décennie, c'est aussi très court: des enseignements peuvent encore être tirés et des améliorations apportées pour s'assurer que

l’ICE obtienne la place qu’elle mérite dans le processus institutionnel européen.»

La présidente du CESE a annoncé la décision du Comité d’adopter une position concernant plusieurs initiatives pertinentes couronnées de succès avant que la Commission européenne ne réponde effectivement à ces initiatives, à commencer par l’ICE «**Sauvons les abeilles!**». Le CESE accordera également une attention particulière aux jeunes et surveillera la manière dont les États membres font usage de la possibilité d’abaisser à 16 ans l’âge minimum pour la signature d’une ICE. À ce jour, cette possibilité est devenue réalité dans un seul État membre, en plus de trois autres où l’âge électoral est, d’une manière générale, fixé à 16 ou 17 ans.

La vice-présidente de la Commission, **Dubravka Šuica**, a déclaré: «L’ICE est un exemple de la capacité des institutions à s’adapter, à changer et à améliorer leur engagement auprès des citoyens. Nous devons mettre l’accent sur la poursuite du développement d’un écosystème axé sur l’innovation démocratique ainsi que sur l’engagement et la participation des citoyens à la démocratie.»

Helmut Scholz, député au Parlement européen, a suggéré que, si le Parlement européen devait acquérir le droit d’initiative législative à la faveur de modifications des traités dans le sillage de la conférence sur l’avenir de l’Europe, il pourrait se charger de veiller à ce que les ICE couronnées de succès soient suivies d’effets.

Un atelier s’est penché sur le succès des ICE récentes. Leurs initiateurs ont convenu qu’en l’absence de moyens financiers substantiels pour les campagnes, dont ils estiment le coût à environ 300 000 EUR, le soutien des ONG est essentiel pour obtenir le million de signatures requis. Les citoyens leur font confiance, ont-ils souligné, et sont dès lors davantage disposés à accorder leur signature et à fournir les informations à caractère personnel requises par les États membres.

Une autre session a porté sur la popularité de l’ICE auprès des jeunes, qui sont largement représentés parmi les initiateurs, mais pas nécessairement parmi ceux qui rencontrent le plus de succès. Les intervenants ont discuté de la manière dont les institutions pourraient encourager un plus grand nombre de jeunes à utiliser des outils tels que l’ICE. Les jeunes militants ont souligné que l’éducation politique dispensée à un âge précoce est nécessaire dans l’ensemble de l’UE pour éviter que de tels outils ne soient accessibles qu’à un nombre restreint de personnes hautement qualifiées. En savoir plus sur l’événement. (dm/rl)

NOUVELLES DES GROUPES



Hausse de l’inflation sans indexation: les salaires des travailleurs diminuent et la pauvreté augmente

Par le groupe des travailleurs du CESE

Il faut prendre des mesures pour que les travailleurs et les familles qui ont déjà des difficultés à joindre les deux bouts ne finissent pas dans une pauvreté extrême à mesure que l'inflation ronge la valeur de leurs salaires chaque mois.

L'inflation est un processus complexe rattaché à différentes causes. Mais ses effets sont clairs et directs: dans toute l'Europe, les travailleurs et les familles voient désormais leurs salaires réellement baisser et leurs économies se réduire. Comme c'est généralement le cas, les personnes les plus vulnérables sont aussi les plus durement touchées puisque leurs marges (si elles en avaient) étaient déjà minces. En outre, la hausse des prix que nous connaissons aujourd'hui est particulièrement nette en ce qui concerne les produits de base pour la plupart des travailleurs, notamment les denrées alimentaires, l'électricité, le chauffage et le carburant.

Les données de la BCE montrent qu'en 2008, une sorte d'indexation automatique est intervenue entre la hausse du coût de la vie et les salaires (Belgique, Espagne, France, Chypre, Luxembourg, Malte et Slovénie) ou une indexation non automatique mais toujours avec certaines lignes directrices (Grèce, Italie et Finlande). Après les mesures d'austérité prises en raison de la crise de 2008, seuls la Belgique et le Luxembourg ont maintenu une indexation automatique et en disposent actuellement. Depuis lors, l'Italie, Chypre et Malte ont mis en place une sorte d'indexation non automatique (BCE). Ces mesures sont le plus souvent fondées sur le coût général de la vie et, bien qu'elles soient utiles, elles sont à peine à même d'atténuer le choc causé par la hausse des prix des produits de base énumérés ci-dessus. Toutefois, la plupart des membres de l'UE ne bénéficient d'aucun de ces systèmes. Il est dès lors d'autant plus important de fournir une aide supplémentaire aux plus vulnérables et de s'attaquer autant que possible aux origines de la hausse des prix. À court terme, certaines causes de l'inflation ne peuvent pas être contrôlées, comme l'invasion russe de l'Ukraine. Il convient également, dans un contexte d'incertitude croissante, de remédier aux limitations structurelles des chaînes d'approvisionnement mondiales survenues après la COVID-19. Des solutions à long terme sont nécessaires. Entretemps, il faut prendre des mesures pour que les travailleurs et les familles qui ont déjà des difficultés à joindre les deux bouts ne finissent pas dans une pauvreté extrême à mesure que l'inflation diminue la valeur de leurs revenus chaque mois. (prp)



Présidence tchèque: «L'Europe comme mission» parfaitement logique

Par Stefano Mallia, président du groupe des employeurs du CESE

Prague a présenté un programme pragmatique et dynamique qui recense correctement les défis pressants auxquels nous sommes confrontés.

La République tchèque prend la présidence tournante du Conseil de l'UE à un moment difficile pour notre Union, probablement la période la plus critique jamais connue, alors qu'une guerre est menée sur notre continent et que nous sommes toujours aux prises avec les conséquences de la pandémie, la faiblesse de la reprise et l'inflation.

Le slogan choisi par la présidence tchèque est éloquent: **«L'Europe comme mission»**. Nous avons en effet toutes et tous pour mission d'amener l'Europe à se repenser, se reconstruire et se renforcer, et de trouver le courage de réévaluer bon nombre de nos approches actuelles.

Les défis qui nous attendent sont considérables: nous devons nous concentrer sur la mise en place de conditions propices à la paix, à la sécurité et à la prospérité au sein de l'UE, tout en garantissant la résilience stratégique et la compétitivité de l'économie européenne. Seule une économie forte et compétitive peut nous permettre de faire face aux pressions internationales et, dans le même temps, de prendre soin de nos citoyens.
Le marché intérieur doit être approfondi, en particulier dans le domaine des services et de l'économie numérique. Nous devons améliorer le climat des affaires, notamment en soutenant la science, la recherche et l'innovation, car c'est la seule façon de renforcer la compétitivité des entreprises européennes.

Nous sommes tous favorables au pacte vert et au programme «Ajustement à l'objectif 55», mais nous devons faire preuve de prudence quant au rythme de décarbonation de l'industrie européenne. Les questions liées à notre sécurité énergétique sont actuellement plus urgentes que la transition énergétique. Avant tout, nous devons consolider la résilience énergétique de l'Union dans son ensemble. Nous devons veiller à nous affranchir de notre dépendance à l'égard de la Russie tout en sécurisant l'approvisionnement énergétique auprès de différents fournisseurs.

En ce qui concerne l'immigration et les réfugiés, nous devons nous efforcer de mettre en place des solutions permanentes et durables qui répartissent équitablement les responsabilités entre les États membres de l'UE. Nous sommes convaincus que la République tchèque dirigera l'Union avec une grande détermination. Prague a présenté un programme pragmatique et dynamique qui recense correctement les défis pressants auxquels nous sommes confrontés et qui vise à les relever dans les meilleurs délais et de la manière la plus efficace possible.

Il s'agit d'un programme de présidence qui place l'économie et sa compétitivité au cœur de son action, et que le groupe des employeurs soutiendra.
L'Europe est une mission qui est parfaitement logique. (sm)



Conférence européenne sur la transition juste, organisée en Irlande

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

Le groupe des organisations de la société civile du Comité économique et social européen (CESE), en partenariat avec Irish Rural Link, a organisé, en Irlande, une conférence pour aborder le thème de la «transition juste» sous de multiples angles.

Le groupe des organisations de la société civile, en partenariat avec Irish Rural Link (IRL), un réseau national représentant les intérêts des communautés rurales en Irlande, a tenu une conférence conjointe le 9 juin dernier à Tullamore (en Irlande).

La manifestation a abordé le thème de la «**transition juste**» sous diverses facettes et les intervenants ont débattu de la nécessité des transitions justes, ainsi que des possibilités qui en découlent, lors des trois tables rondes suivantes:

- renforcer les communautés et les capacités grâce aux loisirs et au patrimoine;
- créer des emplois et produire de l'énergie renouvelable;
- investir dans l'éducation et la formation.

Pippa Hackett, secrétaire d'État à l'utilisation des terres et à la biodiversité, a ouvert la conférence, accompagnée de **Kieran Mulvey**, commissaire en charge d'une transition juste en Irlande, **Declan Harvey**, président du conseil du comté d'Offaly, et **Séamus Boland**, président du groupe des organisations de la société civile du CESE et directeur général du réseau Irish Rural Link, en tant qu'intervenants invités.

À propos de la conférence, **Séamus Boland** a déclaré: «Je suis ravi de pouvoir amener mon groupe du CESE à Tullamore pour voir directement comment la transition juste est mise en œuvre dans un territoire qui a été très fortement touché par les mesures nécessaires pour lutter contre le changement climatique. Il importe également de souligner le rôle essentiel des communautés dans une transition juste et de veiller à ce qu'elles soient associées et engagées à chaque étape du processus.»

Pippa Hackett a, pour sa part, indiqué que «nous nous trouvons sur le seuil de la transition: nous pouvons voir ce qui nous attend. Certains l'ont tout juste franchi, mais nombre d'entre nous sont, à juste titre, réticents à s'engager pleinement par crainte d'abandonner ce que nous connaissons, ce que nous comprenons. Les organisations de la société civile ont un rôle extrêmement important à jouer en tant que communicatrices, médiatrices et animatrices à l'égard tant des personnes les plus touchées par la transition que de celles qui, aux niveaux national et européen, légifèrent sur ce sujet. Je salue la tenue de cette conférence, qui constitue une étape importante de plus sur la voie de la transition pour les régions de l'UE les plus touchées, y compris notre propre région irlandaise des Midlands».

Les conclusions et recommandations de la conférence, un enregistrement vidéo et les photos de celle-ci, ainsi que les présentations de tous les intervenants invités sont disponibles sur le site internet du CESE. (jk)

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



Pour lutter contre les violences à caractère sexiste, il faut d'abord écouter

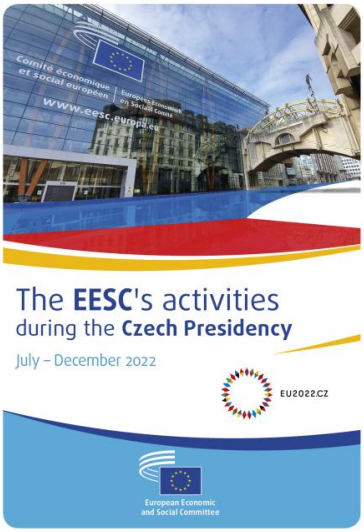
Une exposition vidéo visible au CESE met en lumière la réalité effroyable des femmes ayant survécu à la violence en Europe.

Cette exposition virtuelle intitulée «Voix de la violence», produite par le Centre culturel danois, se compose d'une série de dix courtes vidéos, où des actrices danoises, estoniennes, lettones et lituaniennes prêtent leur voix pour donner vie à des histoires anonymes qui révèlent les blessures et les cicatrices que ces expériences ont laissées sur des femmes par-delà les frontières. Le projet repose sur l'idée que l'écoute et la compréhension sont bien les premiers pas pour décider d'agir et de s'engager sur la voie du changement.

L'exposition se déroulera du 13 juillet au 31 août. Son lancement virtuel aura lieu au cours de la session plénière du CESE en juillet, en lien avec l'adoption par ce dernier de son avis sur la «Lutte contre la violence à l'égard des femmes».

Nous vous avertissons que le contenu de ces vidéos pourrait choquer ou traumatiser certaines personnes.

Vous trouverez de plus amples informations sur notre site web.



Les activités du CESE durant la présidence tchèque: juillet-décembre 2022

Une brochure récemment publiée présente la manière dont le CESE entend contribuer à atteindre les objectifs de la présidence tchèque à venir.

La présidence tchèque du Conseil de l'Union européenne sera aux prises non seulement avec la crise humanitaire provoquée par la guerre en Ukraine, mais aussi avec les conséquences économiques persistantes de ce conflit. L'ampleur du défi à relever est d'autant plus grande que l'Europe ne s'est pas encore entièrement remise de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19.

La future présidence tchèque a l'intention de concentrer ses efforts sur **la sécurité énergétique**, **le développement de la résilience stratégique de l'économie de l'UE** et **le renforcement des capacités de défense et de la sécurité du cyberespace en Europe**. Dans le même temps, elle devra s'occuper des questions relatives à la gestion de la crise des réfugiés et au redressement de l'Ukraine.

L'**état de droit** et la résilience des institutions démocratiques seront également au cœur des priorités de la prochaine présidence.

La présidence tchèque aura aussi un autre rôle important à jouer pour assurer un **suivi** adéquat, transparent et substantiel **de la conférence sur l'avenir de l'Europe**.

Le CESE est déterminé à travailler en étroite collaboration avec la présidence tchèque sur ces objectifs communs. Une brochure récemment publiée détaille la manière dont chacune des sections thématiques du CESE entend apporter sa contribution dans ses domaines d'action. Elle met également en évidence les questions sur lesquelles la présidence tchèque a spécifiquement demandé au CESE de lui apporter son expertise. Le Comité mettra tout en œuvre pour faire entendre la voix des organisations de la société civile européenne tout au long de la présidence.

La brochure est disponible en anglais, en français, en allemand et en tchèque sur le site internet du CESE. Vous pouvez en commander des exemplaires sur papier à l'adresse vipcese@eesc.europa.eu. (fgr)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)
Chrysanthi Kokkini (ck)
Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Fabiola Giraldo Restrepo (fgr)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Margarida Reis (mr)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Technical support
Bernhard Knoblach (bk)
Joris Vanderlinden (jv)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en

chef.

08/2022